

Les crédits

[Français]

M. Vincent Della Noce (secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national): Monsieur le Président, je vais revenir, tenter une autre chance avec la députée d'Hamilton-Est et voir si elle pourrait nous répondre. Elle a osé parler de ma circonscription, eh bien, je vais lui en parler de ma circonscription. Si elle a changé de nom, c'est parce qu'on a écouté la population. Et la population a décidé que c'était Laval. Après 25 ans, il était temps que l'on «mette nos culottes», et on les a mises. Laval a 25 ans cette année, on avait encore l'ancien nom. Personne n'avait pensé à cela. Aujourd'hui, mes citoyens se voient dans Laval-Est au lieu de se voir dans cet ancien nom qui n'existe même plus dans notre dictionnaire.

Deuxièmement, ses collègues et elle ont parlé de récession. On dit toujours que la récession commence par l'automobile. Monsieur le Président, je suis allé dans ma circonscription. Je suis allé voir les vendeurs d'automobiles. À ma surprise, les vendeurs d'automobiles ont assez bien parlé qu'ils ont eu deux pages dans *Le Journal de Montréal* de la fin de semaine, ce qui n'est quand même pas à dédaigner, c'est le journal qui a le plus fort tirage au Québec, et c'est le vendredi 12 octobre. Pour ne pas prendre trop de temps, on dit: «L'industrie de l'auto, on ne ressent pas encore les effets de la récession». Attendez, j'ai encore mieux que cela pour ma collègue, après, je lui poserai ma question. «Un des bons vendeurs d'automobiles dans Laval, Sylvie Dagenais, dit ceci, et je la cite: «Cela n'a jamais si bien marché. La récession? Connais pas», dit Sylvie Dagenais, présidente de Vimont Lexus Toyota. «Je n'ai jamais vendu autant de voitures de luxe. Je manque de modèles. Une berline japonaise qui coûte plus de 65 000 \$, c'est fantastique.» Richard Johnson. M^{me} Dagenais qui dirige cinq franchises affirme ne pas sentir les effets de la récession. «Ici, cela marche. C'est une question d'état d'esprit. Nous avons tout construit sur le service à la clientèle. . .»

Le président suppléant (M. DeBlois): A l'ordre, s'il vous plaît. Je suis obligé d'interrompre le député, il ne reste qu'une minute pour la réplique de M^{me} la députée d'Hamilton-Est.

Mme Sheila Coppins (Hamilton-Est): Monsieur le Président, je présume qu'il ne croit ni la Banque nationale, ni le Mouvement Desjardins, ni le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie qui, lui-même, a admis, ici à la Chambre, la semaine dernière, qu'il y avait une récession. Mais s'il ne croit ni M. le ministre, ni le

Mouvement Desjardins, ni la Banque nationale, est-ce qu'il est prêt à reconnaître actuellement, selon les fonctionnaires du ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, que l'est de Montréal, actuellement, subit le taux de chômage le plus élevé que n'importe quel coin du Canada? Et si lui, comme député d'une circonscription de la région de Montréal, pense que tout va bien, je lui conseille: Rendez-vous chez vous et écoutez les gens et parlez à ceux de l'est de Montréal qui subissent actuellement un taux de chômage au-dessus de 20 p. 100, monsieur le Président. Les 20 p. 100 de travailleurs qui n'ont pas d'emploi ne respectent pas les paroles d'un député qui n'est même pas prêt à travailler pour les chômeurs de son coin. C'est honteux, honteux! Il doit laisser le *job* à quelqu'un qui est prêt à le faire!

Le président suppléant (M. DeBlois): La période de questions et observations est terminée. Reprise du débat. L'honorable secrétaire parlementaire du ministre des Finances.

M. Pierre H. Vincent (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur le Président, il me fait plaisir de prendre la parole aujourd'hui sur la motion de l'opposition. Cela va me donner la chance de faire la revue de ce qui s'est passé depuis 1984. Je suis convaincu qu'on va entendre des cris, des hurlements du côté de l'opposition. Mais, depuis 1984, on est habitué aux cris et aux hurlements.

Le bilan du parti progressiste conservateur comme gouvernement depuis 1984, c'est un bilan de succès. C'est un bilan de succès et je me souviens lorsque. . .

Des voix: Oh! Oh!

M. Vincent: Voyez-vous, les cris commencent, monsieur le Président, je vous avais averti. Je me souviens, le ministre des Finances, en novembre 1984, avait déposé son exposé économique pour la reprise que ce gouvernement-là voulait faire. Je me souviens du budget de mai 1985, de celui de février 1986, de ceux de février 1987, de 1988, 1989 et 1990. A ces sept occasions-là, les députés de l'opposition, autant les libéraux que les néo-démocrates, à toutes les fois, je peux sortir le hansard, ont prévu deux choses: des pertes d'emplois, une récession. À toutes les fois, à sept occasions, durant six ans, ils ont dit la même chose. Ils prenaient le texte de l'année d'avant et le répétaient. En six ans, on a connu une vie économique exemplaire au Canada: 1,6 million d'emplois créés. En six ans! Le pays qui a créé le plus d'emplois au sein des pays industrialisés; le deuxième pays au monde après le Japon au niveau de la croissance économique! Ce sont là,